

• Un passé qui ne passe pas

Ancien journaliste à Libération, fondateur du Centre Gai et Lesbien de Paris puis du Mémorial de la Déportation Homosexuelle, **Jean LE BITOUX** publie aujourd'hui, aux Editions Gallimard, « Les Oubliés de la Mémoire ».

Cet ouvrage, qui met en lumière l'histoire longtemps oubliée, voire déniée, des persécutions dont furent victimes les homosexuels d'Europe au temps du nazisme, participe d'un travail de mémoire particulièrement salutaire dans le contexte que nous connaissons.

(Jean LE BITOUX - *Les oubliés de la Mémoire* - Hachette Littératures).

Le 27 mars dernier, nous apprenions le décès de **Pascal STERNBERG**, à l'âge de 30 ans, dans l'effroyable tuerie survenue durant le conseil municipal de Nanterre. Membre actif et fidèle d'ELCS depuis des années, il intervenait régulièrement lors de nos Etats généraux. Collègue et, bien au delà des étiquettes, ami de notre président **Jean-Luc ROMERO** au Conseil régional d'Ile-de-France, Pascal était égale-



ment un militant acharné de la politique de réduction des risques auprès des usagers de drogue. Nous tenons, ici, à redire à sa famille, à ses proches et aux Verts de la Région Ile-de-France combien nous partageons leur tristesse.

• **Nouvelles délégations** : toujours en quête de relais locaux afin d'assurer la représentation locale de notre association, ELCS vient de s'enrichir de deux nouveaux délégués : **Laurent ROSAIN**, conseiller municipal d'Annecy, prend en charge la délégation pour la Haute-Savoie. Dans le département de la Côte d'Or, c'est désormais **Elisabeth REVEL**, conseillère municipale de Dijon, qui représentera ELCS.

EDITORIAL DE PHILIPPE LOHÉAC

Dans un nouvel ouvrage, "Virus de Vie", paru aux Editions Florent Massot présente, Jean-Luc ROMERO, président d'ELCS, révèle qu'il est séropositif depuis 17 ans.



Le courage.

Le courage de la vie.

Le courage de la mort, aussi.

Le courage de la vie.

Celui d'entreprendre, d'espérer, de se projeter dans l'avenir. Celui de penser, d'inventer, de donner. Celui d'aimer, de séduire, de charmer.

Le courage d'exister.

Le courage de la mort, aussi.

Celui de faire face. Celui de narguer celle qui vient toujours trop tôt. Celui que donne la sérénité à l'homme qui sait son avenir, qui connaît la fin.

A ce courage, à ces courages, nous ne pouvons répondre que par l'admiration pour un homme qui a transformé un virus de mort en un virus de vie, qui puise chez son ennemie, si présente, la force de se battre, de défendre son corps, son esprit et son âme contre les coups de boutoir que lui inflige cette compagne de 17 ans. De défendre les autres, aussi.

Ceux qui connaissent Jean-Luc l'aiment et le respectent. Il est un homme droit et juste, généreux et gentil. Ceux qui connaissent Jean-Luc souffrent aujourd'hui. Non point de maladie ou de misère. Mais d'une amitié qu'ils n'ont pas toujours su lui témoigner comme il le mérite. De vous, de nous, de moi, ce témoignage d'affection et d'infinie tendresse.

Philippe Lohéac,
Trésorier d'ELCS

LE CALENDRIER DU PRESIDENT

Samedi 11 mai : intervention aux Etats généraux Homosexualités et Identités - L'impact du VIH sur les minorités sexuelles, organisés par AIDES et Sida Info Service à la Cité des Sciences (75).

Vendredi 17 mai : visite des appartements-relais de l'association O.A.S.I.S. et rencontre-débat avec l'association Ex-Aequo à Reims (51).

Vendredi 24-mardi 28 mai : Rencontres Internationales Culture Radio Formation à Montréal. Rencontre avec le Ministre québécois de l'Emigration et clôture de la Journée consacrée au sida dans le Monde (Québec).

Mercredi 29 mai : conférence de presse sur les Solidays à Paris (75).

Judi 30 mai : intervention à la journée de formation des élus franciliens sur les usages de drogues au CRIPS Ile-de-France.

Vendredi 31 mai : rencontre avec des élus nancéens dans les locaux de AIDES Dé-

légation Lorraine, puis intervention lors des débats de la Semaine culturelle gay et lesbienne à l'initiative des associations LesBienNées et Homonyme de Nancy (54).

Mercredi 12 juin : Visite de l'Association Espoir Goutte-d'Or (75).

Vendredi 14-samedi 15 juin : journée départementale d'ELCS à Lyon et participation à la Lesbian&Gay Pride (69).

Mercredi 19 juin : Assemblée Générale du CRIPS Ile-de-France (75).

Judi 20 juin : journée départementale d'ELCS à Vigneux-sur-Seine (91).

Vendredi 21 juin : Journée départementale d'ELCS à Rennes puis participation à la Lesbian&Gay Pride (35).

Samedi 29 juin : participation à la Lesbian&Gay Pride de Paris (75).

Lundi 1^{er} et mardi 2 juillet : Etats Généraux des Solidays à l'Hôtel de Ville de Paris (75).

Mardi 2 juillet : réunion du bureau d'ELCS (75).

Vendredi 5-samedi 6 juillet : journée départementale d'ELCS à Marseille puis participation à la Lesbian&Gay Pride de Marseille (13).

Dimanche 7 juillet : festival des Solidays à l'Hippodrome de Longchamp (75).

Lundi 8-dimanche 14 juillet : participation à la XIV^e Conférence Internationale sur le Sida à Barcelone.

Vendredi 11 octobre : Intervention au Conseil municipal des Jeunes de Châlons-en-Champagne (51).

Vendredi 25-samedi 26 octobre : intervention lors des Journées THS au Sénat (75).

Judi 7-lundi 11 novembre 2003 : intervention au 6^e colloque THS à Aix-en-Provence.

IMP. ARLYS - 01.34.53.62.69

COUPON-RÉPONSE

à adresser à ELCS - 84, rue Quincampoix, 75003 Paris - Tél. : 01 42 72 36 46 - Fax : 01 42 72 37 57 - E-mail : elcs@wanadoo.fr

NOM : PRENOM :

ADRESSE : VILLE :

MANDAT(S) :

- Souhaite adhérer à ELCS - (25 € : élus non indemnisés, 31 € : élus indemnisés, 46 € : soutien).
- Souhaite recevoir les Actes des 6^{èmes} Etats Généraux (10 € pour participation aux frais).
- S'abonne à "ELCS Infos" (46 € : individuels - 76 € : institutionnels).

Tous règlements par chèque doivent être libellés à l'ordre d'ELCS.

Les Septièmes Etats Généraux d'ELCS se dérouleront le samedi 23 novembre 2002 au Conseil régional d'Ile-de-France

SOMMAIRE

Editorial de Philippe LOHÉAC1

Spécial réduction des risques :

Prévention du VHC : le Strawbag®2

Travail de rue : l'APLEAT d'Orléans3

Actualités et calendrier du Président4

Diffusion : 6000 exemplaires
Imp. ARLYS - 01.34.53.62.69

Directeur de la publication :
Jean-Luc ROMERO
Rédaction et entretiens :
Juliette ROSSET-CAILLER

Merci aux parrains d'ELCS:



GlaxoSmithKline
Partenaire dans la lutte contre le VIH



Schering-Plough

MILDT

LA REDUCTION DES RISQUES A L'EPREUVE DU TERRAIN : NOUVEAUX ENJEUX, NOUVEAUX OUTILS

Dans les années 80, l'épidémie de sida décime une population d'usagers de drogue - en majorité des héroïnomanes - souvent réduite à la clandestinité, particulièrement marginalisée et exclue du système de soins. C'est en 1987, avec le décret de mise en vente libre des seringues pris par la Ministre de la Santé Michèle BARZACH, qu'est initiée la politique dite « de réduction des risques » - en premier lieu infectieux mais aussi, plus largement, sanitaires et sociaux.

La décennie 90 voit aussi se développer différents dispositifs de prise en charge des usagers de drogue, permettant ainsi du même coup d'infléchir le regard porté sur ceux-ci, désormais considérés comme malades et non plus seulement comme délinquants. Programmes de substitution à la méthadone en Centres de Soins Spécialisés dès 1995, puis au Subutex® en médecine de Ville en 1996 ; ouverture de « Boutiques » (lieux d'accueil de proximité ouverts sur la rue) à partir de 1993 et mise sur le marché de trousses de prévention en 1994, reconnaissance officielle des programmes associatifs d'échanges de seringues en 1995... autant de mesures qui auront entre autres permis de faire chuter de plus de moitié la prévalence du VIH dans cette population, de diviser par cinq le nombre des décès par surdose et d'améliorer considérablement la prise en charge sanitaire et sociale des toxicomanes.

Aussi satisfaisants qu'ils soient, ces résultats ne doivent pas, aujourd'hui, être considérés comme acquis. Portée par les pionniers du terrain associatif dès les années 80 puis institutionnalisée grâce à un courage politique considérable, la politique de réduction des risques doit sans cesse adapter son discours et ses outils à l'évolution constante des pratiques et du profil des usagers.

A titre d'exemple, nous avons souhaité vous présenter ici le travail de deux associations qui s'appuient sur des outils innovants, illustrant ainsi le pragmatisme des travailleurs de terrain face à ces mutations et à des réalités nouvelles que les pouvoirs publics se doivent d'entendre.

Le Strawbag®, ou quand la prévention passe par le nez...

Pionnière de la prise en charge des usagers de drogue, l'association alsacienne Argile a ouvert ses portes il y a 20 ans. Elle gère un CSST à Colmar et, depuis 1996 à Mulhouse, une Boutique de réduction des risques, « Bémol », qui a conçu et diffuse depuis 2 ans un nouvel outil de prévention, le Strawbag®.

Entretien avec Christiane DILLMANN, infirmière et coordinatrice de la Boutique Bémol.

Pouvez-vous retracer pour nous l'histoire de la conception du Strawbag® ?

Aucun outil n'était à disposition des personnes utilisant la voie nasale pour l'usage de drogues, alors que nous supposions un risque de transmission de l'hépatite C par ce vecteur. En 2000, nous avons donc conçu de façon artisanale un kit appelé Stérisstraw, qui a été mis à disposition de plusieurs associations, un peu partout en France (AIDES Comités Centre et Nord, Act Up Paris, Médecins du Monde Mission rave, ASUD, Ruptures à Lyon...) et lors d'événements festifs privés ou non (Teknival de Bourges, free-parties...), les observations remontées du terrain après-coup nous permettant de mieux adapter l'outil. La même année, une brochure officielle à destination des médecins fait état de deux études établissant un risque de transmission du VHC par voie nasale. Une rencontre est alors organisée sous les auspices de la DGS entre Argile et la société Terpan, qui sera chargée de la fabrication industrielle et de la diffusion du kit, désormais rebaptisé Strawbag®, en partenariat avec la Boutique Bémol que nous gérons à Mulhouse.

Dans votre file active, constatez-vous réellement un désintérêt progressif pour les pratiques d'injection au profit de l'inhalation ?

Il s'agit de deux populations différentes. Il faut savoir que la grande majorité des personnes qui sniffent ne fréquentent pas les Boutiques, celles-ci étant plus précisément dédiées à la réduction des risques liés à l'injection.

Comment l'outil a-t-il été perçu et reçu ?

Il a connu un vif succès dès sa mise à disposition, tant auprès des usagers qu'auprès des autres structures de réduction des risques qui le soutiennent et le diffusent. A ce jour, seul son coût, relativement élevé, reste un frein à sa diffusion en nombre (son coût est actuellement compris entre 1,07 et 1,18 € TTC l'unité, ndlr).

Parmi les usagers qui fréquentent Bémol, à quel « profil » d'utilisateur cet outil vous semble-t-il le mieux adapté ?

Le Strawbag® s'adresse à toute personne qui, ponctuellement ou régulièrement, est amenée à consommer de la drogue par voie nasale. Ce kit permet l'utilisation d'un matériel propre à usage unique, dans l'esprit de la réduction des risques de contamination par le VIH et les hépatites liées à l'usage de drogues (la prévalence du VHC parmi les usagers fréquentant Bémol était de 43% en 1998, de 36% en 1999 et de moins de 35% en 2001, ndlr).

Comment percevez-vous le positionnement des pouvoirs publics vis à vis du Strawbag® ? Etes-vous soutenus financièrement pour l'achat et/ou la diffusion ?

Les pouvoirs publics nous ont suivis dans la mise en place de ce produit, et la DGS a été l'instigatrice de notre rencontre avec Terpan. Aujourd'hui nous attendons des pouvoirs publics qu'ils contribuent financièrement à la réduction du coût d'achat voire à la gratuité du Strawbag® pour les associations, afin d'en permettre une dis-

tribution élargie.

Avez-vous eu l'occasion de présenter le Strawbag® à des élus ? Si oui, quelle a été leur réaction ?

Le seul politique rencontré à ce jour est Jean-Luc ROMERO...

Enfin, plus globalement, auriez-vous une doléance à exprimer aux élus, locaux ou non, concernant leur action en terme de réduction des risques ?

Oui, qu'ils s'impliquent plus dans la réduction des risques, et qu'ils soient plus à l'écoute des acteurs de terrain, ce qui permettrait de rendre plus efficaces les actions en direction des usagers de drogue, tant sur le plan sanitaire que social.



Contenu du Strawbag® : 1 dosette de lubrifiant intime, 1 coupelle-miroir, 1 cartonnelle pro-ligne avec messages de prévention, 2 cotons-tiges, 2 pailles, 2 mouchoirs en papier, 1 micro-pilon, 1 préservatif et son mode d'emploi, 1 support-papier pour utilisation puis élimination sans risque.

Boutique BÉMOL
22, rue Zuber, 68100 Mulhouse.
Tél. : 03 89 45 89 69.

Le VHC en quelques chiffres

On estime qu'entre 500 000 et 650 000 personnes, en France, sont porteuses du virus de l'hépatite C, dont au moins un tiers l'ignore, l'évolution de cette hépatite étant très lent et longtemps asymptomatique. Il s'agit en majorité de personnes transfusées avant 1992 et d'usagers de drogue par voie intraveineuse. Entre 60 et 80% de ces derniers sont aujourd'hui séropositifs au VHC. Entre un tiers et la moitié des personnes séropositives

au VIH sont également porteuses du virus de l'hépatite C ; cette co-infection rend les pathologies et les traitements particulièrement lourds.

Le VHC se transmet par le contact sanguin, aussi les pratiques d'inhalation susceptibles d'endommager la muqueuse nasale comportent-elles une potentialité de transmission en cas de partage du matériel, le VHC ayant pour particularité d'être très résistant à l'air libre.

L'APLEAT d'Orléans : le travail de rue comme réponse locale

Fondée dès 1979, l'Association Pour l'Ecoute et l'Accueil des Toxicomanes (APLEAT) d'Orléans est dédiée à l'accueil, à la prévention, aux soins et à l'écoute des usagers de drogue et de leurs proches. Elle gère deux CSST (Centres de Soins Spécialisés pour Toxicomanes - dédiés, entre autres, à la prescription de méthadone). Les équipes de l'APLEAT mènent par ailleurs un travail de proximité consacré à la réduction des risques en allant à la rencontre des toxicomanes dans les rues d'Orléans et dans les structures qu'ils fréquentent.

Questions à Christine TELLIER, Directrice de l'APLEAT

Quel est le plus apporté à votre action par le travail de rue, par rapport à un accueil « classique » dans vos locaux ?

Le travail de rue procède d'une logique d'« aller vers » plutôt que de « laisser venir ». La présence récurrente du même intervenant, que ce soit dans ce lieu neutre qu'est la rue ou dans une structure fami-



lière, permet de créer un premier lien avec des usagers pour qui la démarche de soin ou de parole ne va pas de soi. Il s'agit d'une approche moins lourde, plus souple et moins coûteuse de la réduction des risques, comprise comme un ensemble d'objectifs qui ne se limite pas à l'échange de seringues.

Quelles sont les caractéristiques des usagers rencontrés au cours de vos tournées ?

Ils sont majoritairement plus jeunes que ceux qui fréquentent nos centres de soins, le plus souvent polyconsommateurs d'alcool, de tabac, de cannabis et de médicaments. La majorité est en recherche d'emploi, de formation, voire tout simplement de socialisation.

Dans ce travail de rue, vous utilisez un outil original, le « Sacados ». Pouvez-vous nous le présenter (voir photo) ?

Le Sacados contient des plaquettes et autres supports d'information, du matériel stérile d'injection et de sniff, des préservatifs et un container de récupération de matériel souillé. A la base, il s'agit de sensibiliser une population sujette à des conduites à risques dans son quartier, son quotidien, mais qui échappe aux campagnes de sensibilisation habituelles. L'atout du sacados, c'est qu'il constitue un support léger et ludique, amorçant ainsi une action *a priori* peu intrusive dans la vie des gens du quartier, souvent collective au départ mais qui, bien ciblée avec les partenaires, débouche souvent sur des suivis individuels. Nous travaillons sur un large éventail de risques sanitaires et sociaux liés à une consommation abusive de produits toxiques, qui va par exemple de la déscolarisation des jeunes fumeurs de cannabis à la lutte contre la transmission du SIDA, que ce soit par les pratiques de consommation ou par voie sexuelle. La régularité de nos permanences facilite l'évolution vers une prévention de terrain, de proximité, adaptée à chacun.

Ces personnes vous rendront-elles plus facilement visite dans vos locaux par la suite ?

Oui, c'est très net. Le premier lien établi grâce au Sacados facilite grandement, par la suite, l'accompagnement des usagers vers les soignants par les équipes déjà en contact avec la personne.

Comment cet outil et votre travail en général sont-ils perçus par votre environnement institutionnel et par les habitants des quartiers où vous intervenez ?

Le projet et l'outil sont soutenus et attentivement évalués, sous forme de recherche-action, dans le cadre des politiques publiques déconcentrées et décentralisées.

L'implication des partenaires est indispensable du projet et ce d'autant plus que

l'on travaille en chaque lieu à une adaptation de l'utilisation de l'outil en fonction des besoins repérés et des capacités de coopération du partenaire.

Quant aux destinataires du Sacados et aux habitants, ils aiment ce bel objet ludique qui permet d'engager la conversation sur un mode naturel. Et puis le contenu n'est jamais « ni tout à fait le même, ni tout à fait un autre » !

Plus globalement, auriez-vous une doléance à exprimer aux élus, locaux ou non, concernant leur action en terme de réduction des risques ?

Une doléance, non, plutôt un appel. En 2002, il est temps d'admettre que la question de la santé des jeunes et des adultes va bien au delà de la stricte compétence d'Etat. Si l'Etat est le garant de l'égalité par les politiques de santé publiques, les pouvoirs décentralisés ne se doivent-ils pas d'assurer un aspect équitable à ces politiques, au titre de leurs compétences locales ? Ce sont dans vos villes que sont les gens, pas dans les ministères ! La toxicomanie, et c'est heureux, semble portée aujourd'hui par une double tutelle affaires sociales et santé : localement, la réduction des risques participe amplement à la lutte contre les exclusions, à la protection de l'enfance (de plus en plus de mineurs sont concernés), au lien social, à la dignité humaine... la réduction des risques, même si elle y contribue, ne doit pas avoir la paix sociale pour objectif, mais le respect et le mieux-être des personnes.

Cessons de courir après les moyens, cessons le « zapping » des actions qui, à force de devoir être innovantes, n'ont plus jamais le temps de grandir, de mûrir et de porter leurs fruits.

APLEAT
1, rue Sainte Anne, 45000 Orléans.
Tél. : 02 38 62 96 05.